

4. Le Requérant deviendra un membre non-régional de la Banque à la date indiquée dans le paragraphe précédent après le paiement effectif de la première tranche.

Le Conseil des gouverneurs souhaite porter à l'attention du Requérant l'obligation des membres au titre de l'article 44.2 des Statuts, afin de permettre à la Banque de poursuivre son objet et d'exercer les fonctions qui lui ont été confiées par les membres.

4. De Aanvrager wordt een niet-regionaal lid van de Bank op de datum waarnaar in de vorige paragraaf wordt verwezen bij de volledige betaling van de eerste termijnbetaling.

De Raad van gouverneurs brengt onder de aandacht van de Aanvrager de verplichting die op de leden rust krachtens artikel 44.2 van de Statuten, teneinde de Bank in staat te stellen haar doel te verwezenlijken en de haar door de leden toevertrouwde taken te vervullen.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12800]

9 MAI 2019. — Décret relatif à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des institutions publiques de la Commission communautaire française

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Le présent décret a pour objet de transposer la directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public.

CHAPITRE II. — Champ d'application et définitions

Art. 2. Aux fins du présent décret, on entend par :

1° « Les institutions publiques de la Commission communautaire française » :

- les services du Collège de la Commission communautaire française ;
- l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle créé par le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 ;
- les personnes de droit privé pouvant être qualifiées d'institutions publiques de la Commission communautaire française au sens de la Directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public.

2° « application mobile » : un logiciel d'application conçu et développé par des organismes du secteur public ou pour leur compte, en vue d'être utilisé par le grand public sur des appareils mobiles, tels que des téléphones intelligents (smartphones) et des tablettes; elle ne comprend pas les logiciels qui contrôlent ces appareils (systèmes d'exploitation mobiles), ni le matériel informatique ;

3° « normes » : une norme au sens de l'article 2, point 1), du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil ;

4° « norme européenne » : une norme européenne au sens de l'article 2, point 1), b), du règlement (UE) n° 1025/2012 ;

5° « norme harmonisée » : une norme harmonisée au sens de l'article 2, point 1), c), du règlement (UE) n° 1025/2012 ;

6° « média temporel » : un des types de médias suivants : uniquement audio, uniquement vidéo, audio et vidéo ou audio et/ ou vidéo avec des composants interactifs ;

7° « pièces de collections patrimoniales » : des biens privés ou publics présentant un intérêt historique, artistique, archéologique, esthétique, scientifique ou technique, et faisant partie de collections conservées par des institutions culturelles telles que des bibliothèques, des archives ou des musées ;

8° « personnes handicapées » : personnes qui présentent une ou plusieurs incapacités résultant d'une déficience physique, sensorielle, mentale, cognitive durable dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa pleine et effective participation à la société sur base de l'égalité avec les autres.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret ne s'applique pas aux sites internet et applications mobiles suivants :

- 1° les sites internet et applications mobiles de diffuseurs de service public et de leurs filiales et d'autres organismes ou de leurs filiales accomplissant une mission de diffusion de service public ;
- 2° les sites internet et applications mobiles des ONG qui ne fournissent pas de services essentiels pour le public, ni de services répondant spécifiquement aux besoins des personnes handicapées ou destinés à celles-ci.

§ 2. Le présent décret ne s'applique pas aux contenus des sites internet et applications mobiles suivants :

- 1° les fichiers publiés avant le 23 septembre 2018, sauf si ces contenus sont nécessaires pour les besoins de processus administratifs actifs concernant des tâches effectuées par les institutions publiques de la Commission communautaire française concernées ;
- 2° les médias temporels préenregistrés publiés avant 23 septembre 2020 ;
- 3° les médias temporels en direct ;
- 4° les cartes et les services de cartographie en ligne, pour autant que les informations essentielles soient fournies sous une forme numérique accessible pour ce qui concerne les cartes destinées à la navigation ;

5° les contenus de tiers qui ne sont ni financés, ni développés par les institutions publiques de la Commission communautaire française concernées, et qui ne sont pas sous son contrôle ;

6° les reproductions de pièces de collection patrimoniales qui ne peuvent être rendues totalement accessibles en raison :

1. de l'incompatibilité des exigences en matière d'accessibilité avec la préservation de la pièce concernée ou de l'authenticité de la reproduction (par exemple, en terme de contraste) ou

2. de la non-disponibilité de solutions automatisées et économiques qui permettraient de transcrire facilement le texte de manuscrits ou d'autres pièces de collections patrimoniales et de le restituer sous la forme d'un contenu compatible avec les exigences en matière d'accessibilité ;

7° le contenu d'extranets et d'intranets, à savoir de sites internet qui ne sont accessibles qu'à un groupe restreint de personnes et non au grand public, publié avant le 23 septembre 2019, jusqu'à ce que ces sites internet fassent l'objet d'une révision en profondeur ;

8° le contenu des sites internet et applications mobiles qui sont considérés comme des archives, à savoir qu'ils ne présentent que des contenus qui ne sont pas nécessaires pour les besoins de processus administratifs actifs, ni mis à jour ou modifiés après le 23 septembre 2019.

CHAPITRE III. — Exigences en matière d'accessibilité

Art. 4. Quel que soit l'appareil utilisé, les sites internet et les applications mobiles des institutions publiques de la Commission communautaire française sont perceptibles, utilisables, compréhensibles et robustes pour les utilisateurs, y compris pour les personnes handicapées.

Art. 5. § 1^{er}. Les sites internet et les applications mobiles des institutions publiques de la Commission communautaire française ne sont pas tenus de satisfaire aux exigences visées à l'article 4 lorsqu'ils imposent une charge disproportionnée aux institutions publiques de la Commission communautaire française.

Les institutions publiques de la Commission communautaire française concernées procèdent à l'évaluation initiale pour savoir dans quelle mesure le respect des exigences visées à l'article 4 imposent une charge disproportionnée.

§ 2. Afin d'évaluer dans quelle mesure le respect des exigences visées à l'article 4 impose une charge disproportionnée, les institutions publiques de la Commission communautaire française concernées tiennent compte des circonstances pertinentes, notamment des circonstances suivantes :

1° la taille, les ressources et la nature des institutions publiques de la Commission communautaire française concernées ;

2° l'estimation des coûts et des avantages pour les institutions publiques de la Commission communautaire française concernées par rapport à l'avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la fréquence et de la durée d'utilisation du site internet ou de l'application mobile spécifique.

Art. 6. § 1^{er}. Le contenu des sites internet et des applications mobiles conforme à des normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées dont les références ont été publiées par la Commission au Journal officiel de l'Union européenne conformément au règlement (UE) n° 1012/2012, est présumé conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4 qui sont couvertes par ces normes ou parties de normes.

Lorsqu'aucune référence aux normes harmonisées visées à l'alinéa 1^{er} n'a été publiée, le contenu des applications mobiles qui est conforme aux spécifications techniques ou à des parties de celles-ci est présumé conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4 qui sont couvertes par ces spécifications techniques ou par des parties de celles-ci.

§ 2. Lorsqu'aucune référence aux normes harmonisées visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'a été publiée, le contenu des sites internet qui satisfait aux exigences pertinentes de la norme européenne EN 301 549 V.1.1.2 (2015-04) ou à des parties de celles-ci est présumé conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4 qui sont couvertes par ces exigences pertinentes ou des parties de celles-ci.

Lorsqu'aucune référence aux normes harmonisées visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'a été publiée, et en l'absence des spécifications techniques visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le contenu des applications mobiles qui satisfait aux exigences pertinentes de la norme européenne EN 301 549 V.1.1.2 (2015-04) ou à des parties de celles-ci est présumé conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4 qui sont couvertes par ces exigences pertinentes ou des parties de celles-ci.

CHAPITRE IV. — Mesures supplémentaires et respect du décret

Art. 7. § 1^{er}. Les institutions publiques de la Commission communautaire française fournissent une déclaration d'accessibilité détaillée, complète et claire sur la conformité de leurs sites internet et de leurs applications mobiles avec le présent décret.

Elles mettent régulièrement à jour cette déclaration.

Pour les sites internet, la déclaration sur l'accessibilité est fournie dans un format accessible en utilisant le modèle de déclaration sur l'accessibilité établi par la Commission européenne et est publiée sur le site internet pertinent.

Pour les applications mobiles, la déclaration sur l'accessibilité est fournie dans un format accessible, en utilisant le modèle de déclaration sur l'accessibilité établi par la Commission européenne, et est disponible sur le site internet des institutions publiques de la Commission communautaire française qui ont développé l'application mobile concernée, ou apparaît avec d'autres informations disponibles lors du téléchargement de l'application.

§ 2. La déclaration visée au paragraphe 1^{er} comprend :

1° une explication sur les parties du contenu qui ne sont pas accessibles et les raisons de cette inaccessibilité et, le cas échéant, une présentation des alternatives accessibles prévues ;

2° la description d'un mécanisme de retour d'information et un lien vers ce mécanisme pour permettre à toute personne de notifier aux institutions publiques de la Commission communautaire française concernées toute absence de conformité de son site internet ou de son application mobile avec les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4 et de demander les informations exclues en vertu des articles 3, § 2 et 5.

Les institutions publiques de la Commission communautaire française concernées apportent une réponse adéquate à cette notification ou à cette demande dans un délai raisonnable ;

3° un lien avec la procédure permettant d'assurer le respect des dispositions prévues à l'article 8, 4° à laquelle il peut être recouru dans le cas où une réponse non satisfaisante est apportée à la notification ou à la demande. Les institutions publiques de la Commission communautaire française concernées apportent une réponse adéquate à cette notification ou à cette demande dans un délai raisonnable.

Art. 8. Le Collège de la Commission communautaire française :

1° prend les mesures nécessaires pour faciliter l'application des exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4 à d'autres types de sites Internet ou d'applications mobiles que ceux visés à l'article 4, et, en particulier, aux sites Internet ou aux applications mobiles relevant des dispositions législatives en vigueur en matière d'accessibilité ;

2° encourage et facilite les programmes de formation relatifs à l'accessibilité des sites Internet et des applications mobiles à destination des parties prenantes intéressées et du personnel des institutions publiques de la Commission communautaire française, destinés à leur apprendre à créer, gérer et mettre à jour le contenu accessible des sites internet et des applications mobiles ;

3° prend les mesures nécessaires de sensibilisation aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4, à leurs avantages pour les utilisateurs et les propriétaires de sites Internet et d'applications mobiles, et à la possibilité de fournir un retour d'information en cas d'absence de conformité avec les exigences de la présente décret, comme l'indique l'article 7, § 2, 2°, et

4° détermine une procédure permettant d'assurer le respect des dispositions pour assurer une gestion efficace des notifications ou demandes reçues, comme prévu à l'article 7, § 2, 2°, pour contrôler l'évaluation visée à l'article 5 et à laquelle il peut être recouru dans le cas où une réponse non satisfaisante est apportée à la notification ou à la demande.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 9. Ce décret entre en vigueur :

1° le 23 septembre 2019, pour les sites internet des institutions publiques de la Commission communautaire française qui n'ont pas été publiés avant le 23 septembre 2018 ;

2° le 23 septembre 2020, pour les sites internet des institutions publiques de la Commission communautaire française qui ne sont pas visés par le 1° ;

3° le 23 juin 2021, pour les applications mobiles des institutions publiques de la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 26 avril 2019.

La Présidente

Une Secrétaire

Le Greffier

Bruxelles, le 9 mai 2019.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

F. LAANAN,

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget,
de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture

R. VERVOORT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois,
chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme

C. JODOGNE,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois,
chargée de la Fonction publique et de la politique de la Santé

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois,
chargé de la Formation professionnelle

C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois, chargée de la Politique d'aide
aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12800]

9 MEI 2019. — Decreet houdende de toegankelijkheid van websites en mobiele applicaties van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Dit decreet beoogt de omzetting van de richtlijn (EU) 2016/2102 van het Europees Parlement en van de Raad van 26 oktober 2016 inzake de toegankelijkheid van de websites en de mobiele applicaties van de openbare instellingen.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied en definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° « De openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie »:

- de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding opgericht bij het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994;
- de private rechtspersonen die de hoedanigheid hebben van openbare instelling de Franse Gemeenschapscommissie in de zin van Richtlijn (EU) 2016/2102 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van openbare instellingen;

2° “mobiele applicatie”: toepassingssoftware die is ontworpen en ontwikkeld door of namens de instellingen van de overheidssector met het oog op gebruik door het algemene publiek op mobiele toestellen zoals smartphones en tablets. Zij omvat niet de besturingssoftware van die toestellen (mobiele besturingssystemen) noch de hardware;

3° “normen: een norm zoals bedoeld in artikel 2, punt 1), van Verordening (EU) nr. 1025/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 25 oktober 2012 houdende de Europese normalisatie, tot wijziging van de richtlijnen 89/686/EEG en 93/15/EEG van de Raad en de Richtlijnen 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/CE en 2009/105/EG van het Europees Parlement en tot intrekking van Beschikking 87/95/EEG van de Raad en Besluit nr. 1673/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad.

4° “Europese norm: een Europese norm zoals bedoeld in artikel 2, punt 1), onder b), van Verordening (EU) nr. 1025/2012;

5° “geharmoniseerde norm”: een geharmoniseerde norm zoals bedoeld in artikel 2, punt 1), onder c), van Verordening (EU) nr. 1025/2012;

6° “op tijd gebaseerde media”: media van de volgende types: louter geluid, louter videobeeld, audio-video, audio en/of video in combinatie met interactie;

7° “stukken uit erfgoedcollecties”: in particulier of openbaar bezit zijnde goederen die van historisch, artistiek, archeologisch, esthetisch, wetenschappelijk of technisch belang zijn en deel uitmaken van verzamelingen die worden bewaard door culturele instellingen zoals bibliotheken, archieven en musea;

8° “personen met een handicap”: personen met langdurige fysieke, mentale, verstandelijke of zintuiglijke beperkingen die hen in wisselwerking met diverse drempels kunnen beletten volledig, daadwerkelijk en op voet van gelijkheid met anderen te participeren in de samenleving.

Art. 3. § 1. Dit decreet is niet van toepassing op de volgende websites en mobiele applicaties:

1° websites en mobiele applicaties van publieke omroepen of hun dochterondernemingen en van andere instellingen of hun dochterondernemingen die een publieke omroepaak vervullen;

2° websites en mobiele applicaties van NGO's die geen diensten verstrekken die essentieel zijn voor het publiek, noch diensten die specifiek gericht zijn op de behoeften van, of bedoeld zijn voor, personen met een beperking.

§ 2. Dit decreet is niet van toepassing op de volgende content van websites en mobiele applicaties:

1° bestanden die zijn gepubliceerd vóór 23 september 2018, tenzij dergelijke content nodig is voor actieve administratieve processen met betrekking tot de door de betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie vervulde taken;

2° vooraf opgenomen, op tijd gebaseerde media die zijn gepubliceerd vóór 23 september 2020;

3° live uitgezonden, op tijd gebaseerde media;

4° onlinekaarten en -cartografiediensten, voor zover essentiële informatie op een toegankelijke, digitale wijze wordt verstrekt in het geval van voor navigatie bestemde kaarten;

5° van derden afkomstige content die niet door de betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie wordt gefinancierd of ontwikkeld en evenmin onder haar gezag staat;

6° reproducties van stukken uit erfgoedcollecties die niet volledig toegankelijk kunnen worden gemaakt omwille van:

1. de onverenigbaarheid van de toegankelijkheidseisen met de bewaring van het betrokken stuk of de authenticiteit van de reproductie (bijvoorbeeld contrast), dan wel

2. het ontbreken van geautomatiseerde en kostenefficiënte oplossingen waarmee de tekst van manuscripten of andere stukken uit erfgoedcollecties gemakkelijk zou kunnen worden geëxtraheerd en omgezet naar content die met de toegankelijkheidseisen strookt;

7° content van extra- en intranetten, te weten websites die enkel beschikbaar zijn voor een beperkt aantal personen, en niet voor het algemene publiek als zodanig, die is gepubliceerd vóór 23 september 2019, tot dergelijke websites een ingrijpende herziening ondergaan;

8° content van websites en mobiele applicaties die als archieven kunnen worden aangemerkt, wat betekent dat zij enkel content bevatten die niet noodzakelijk is voor actieve administratieve processen en die niet wordt bijgewerkt of aangepast na 23 september 2019.

HOOFDSTUK III. — *Toegankelijkheidsvereisten*

Art. 4. Ongeacht het gebruikte apparaat zijn de websites en mobiele applicaties van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie waarneembaar, bedienbaar, begrijpelijk en robuust voor de gebruikers, waaronder personen met een handicap.

Art. 5. § 1. De websites en mobiele applicaties van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie dienen niet aan de in artikel 4 bedoelde vereisten te voldoen wanneer dat een onevenredige last met zich meebrengt voor de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie.

De betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie voeren de initiële beoordeling uit van de mate waarin naleving van de in artikel 4 bedoelde vereisten een onevenredige last met zich meebrengt.

§ 2. Om na te gaan in hoeverre de in artikel 4 bedoelde vereisten een onevenredige last met zich meebrengen, houden de betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie rekening met de relevante omstandigheden, waaronder de volgende:

1° de omvang, de middelen en de aard van de betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de geraamde kosten en baten voor de betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie in verhouding tot de geraamde voordelen voor personen met een handicap, rekening houdend met de frequentie en de duur van het gebruik van de specifieke website of mobiele applicatie.

Art. 6. § 1. De content van websites en mobiele applicaties die voldoet aan geharmoniseerde normen of delen daarvan, waarvan de referenties door de Europese Commissie in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1025/2012, wordt vermoed conform te zijn met de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen die door die normen, of door delen daarvan, worden gedekt.

Indien geen referenties van de in het eerste lid bedoelde geharmoniseerde normen zijn bekendgemaakt, wordt de content van mobiele applicaties die conform is met technische specificaties of delen daarvan, vermoed conform te zijn met de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen die door die technische specificaties of door delen daarvan worden gedekt.

§ 2. Indien geen referenties van de in § 1, eerste lid bedoelde geharmoniseerde normen zijn bekendgemaakt, wordt de content van websites die voldoet aan de desbetreffende eisen van de Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), of delen daarvan, vermoed conform te zijn met de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen die door de desbetreffende eisen, of delen daarvan, worden gedekt.

Indien geen referenties van de in § 1, eerste lid bedoelde geharmoniseerde normen zijn bekendgemaakt, en bij ontstentenis van de in § 1, tweede lid bedoelde technische specificaties, wordt de content van mobiele applicaties die voldoet aan de desbetreffende eisen van Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), of delen daarvan, vermoed conform te zijn met de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen die door de desbetreffende eisen, of delen daarvan, worden gedekt.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvullende maatregelen en handhaving van het decreet*

Art. 7. § 1. De openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie verstrekken een gedetailleerde, alomvattende en duidelijke toegankelijkheidsverklaring over de conformiteit van haar websites en mobiele applicaties met dit decreet.

Zij werken die verklaring regelmatig bij.

Voor websites wordt de toegankelijkheidsverklaring verstrekt in een toegankelijk formaat, waarbij gebruik wordt gemaakt van de door de Europese Commissie vastgestelde modeltoegankelijkheidsverklaring, en wordt zij op de desbetreffende website gepubliceerd.

Voor mobiele applicaties wordt de toegankelijkheidsverklaring verstrekt in een toegankelijk formaat, waarbij gebruik wordt gemaakt van de door de Europese Commissie vastgestelde modeltoegankelijkheidsverklaring, en is zij beschikbaar op de website van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie die de betrokken mobiele applicatie hebben ontwikkeld, of samen met andere informatie die bij het downloaden van de applicatie beschikbaar is.

2° De in § 1 bedoelde verklaring omvat de volgende elementen:

1° een toelichting over de delen van de content die niet toegankelijk zijn, de redenen daarvoor, en in voorkomend geval, de toegankelijke alternatieven waarin is voorzien of, in voorkomend geval, het in artikel 5, § 2 bepaalde conformiteitsplan;

2° een beschrijving van, en een link naar, een feedbackmechanisme dat elke persoon in staat stelt bij de betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie melding te maken van eventuele niet-naleving op haar website of mobiele applicatie van de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen, en om de uit hoofde van artikelen 3, § 2 en 5 uitgesloten informatie op te vragen. De betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie geven binnen een redelijke termijn een adequaat antwoord op de melding of het verzoek.

3° een link naar de in artikel 8, 4° bedoelde handhavingsprocedure, die kan worden toegepast in geval van een onbevredigend antwoord op de melding of het verzoek. De betrokken openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie geven binnen een redelijke termijn een adequaat antwoord op de melding of het verzoek.

Art. 8. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

1° neemt maatregelen ter bevordering van de toepassing van de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen op andere types websites en mobiele applicaties dan de in artikel 4 bedoelde, en met name op websites of mobiele applicaties die onder bestaande wetgeving inzake toegankelijkheid vallen;

2° moedigt aan en faciliteert opleidingsprogramma's in verband met de toegankelijkheid van websites en mobiele applicaties, ten behoeve van relevante belanghebbenden, waaronder het personeel van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie, die ontworpen zijn om hen op te leiden om toegankelijke content van websites en mobiele applicaties te maken, te beheren en bij te werken;

3° neemt de nodige maatregelen om te sensibiliseren over de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen, over de voordelen daarvan voor gebruikers en eigenaren van websites en mobiele applicaties, en over de mogelijkheid tot het geven van feedback in geval van niet-naleving van de voorschriften van dit decreet, zoals bepaald in artikel 7, § 2, 2° en

4° bepaalt een handhavingsprocedure om een doeltreffende behandeling van meldingen en verzoeken te waarborgen, als bedoeld in artikel 7, § 2, 2°, om de in artikel 5 bedoelde beoordeling te evalueren en die kan worden toegepast in geval van een onbevredigend antwoord op de melding of het verzoek.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op:

1° 23 september 2019, ten aanzien van de websites van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie die niet zijn gepubliceerd vóór 23 september 2018;

2° 23 september 2020, ten aanzien van de websites van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie die niet onder 1° vallen;

3° 23 juni 2021, ten aanzien van de mobiele applicaties van de openbare instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 26 april 2019.

De Voorzitter

Een Secretaris

De Griffier

Brussel, 9 mei 2019.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

F. LAANAN,

Minister-Voorzitter van de Brusselse Franstalige Regering,
belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering,
belast met Sociale Cohesie en Toerisme

C. JODOGNE,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering,
belast met Openbaar Ambt, en Gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering belast met Beroepsopleiding

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering belast met Beleid inzake Bijstand
aan Personen met een Handicap, Sociale Actie, het Gezin en Internationale Betrekkingen